

PRESTATION DE CONSEILLER À LA SÉCURITÉ POUR TRANSPORT DES MATIÈRES DANGEREUSES DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE ATLANTIQUE 17

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Procédure adaptée organisée en application des dispositions des articles L. 2123-1, R.2123-1 à 2123-8 du Code de la
Commande Publique.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – INTRODUCTION	3
ARTICLE 2 – OBJET DE LA MISSION ET OBJECTIF A ATTEINDRE	3
ARTICLE 3 – PERIMETRE D'EXECUTION	3
ARTICLE 4 – LE CONTEXTE.....	3
4.1. L'existant	3
4.2. Activités concernées	4
ARTICLE 5 – CONTRAINTES ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	4
5.1. Contraintes réglementaires	4
5.2. Autres contraintes.....	4
ARTICLE 6 - DESCRIPTIF DES PRESTATIONS	5

ARTICLE 1 – INTRODUCTION

Le Groupe Hospitalier de La Rochelle-Ré-Aunis, établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire Atlantique 17, agit pour les établissements de son GHT ci-après désignés, et représenté par MME Valérie BENEAT-MARLIER, Directrice générale du Groupe Hospitalier de La Rochelle-Ré-Aunis :

➤ **Groupe Hospitalier de la Rochelle – Ré – Aunis (Etablissement support)**

Rue du Docteur Schweitzer
17019 LA ROCHELLE CEDEX

➤ **Centre Hospitalier de Rochefort (Etablissement partie)**

1, avenue de Bélignon
17301 ROCHEFORT SUR MER CEDEX

ARTICLE 2 – OBJET DE LA MISSION ET OBJECTIF A ATTEINDRE

Le présent marché a pour objet l'achat d'une prestation de conseiller à la sécurité du transport des marchandises dangereuses telle que définie dans la réglementation en vigueur en France.

Le titulaire de ce marché a une **obligation de résultat**. La prestation de conseil doit permettre au pouvoir adjudicateur de ne jamais contrevenir à la réglementation en vigueur en matière de transport de matières dangereuses en prévenant toute conduite à risque en la matière et en préconisant les bonnes pratiques.

ARTICLE 3 – PERIMETRE D'EXECUTION

Les sites concernés pour le présent marché sont les suivants :

- **Groupe Hospitalier La Rochelle-Ré-Aunis :**
 - **Site de Saint Louis**
Rue du Dr Schweitzer 17000 LA ROCHELLE
 - **Site de la Blanchisserie**
rue Becquerel, ZI de Périgny 17180 PERIGNY
 - **Site de Marius Lacroix**
208 Avenue Marius Lacroix 17000 LA ROCHELLE
 - **Site de Marlonges**
5 rue de la Grosse Motte 17290 CHAMBON
 - **Site de St Martin**
53 rue de l'Hôpital 17410 ST MARTIN DE RE
- **Centre Hospitalier de Rochefort :**
1 avenue de Bélignon 17300 ROCHEFORT

ARTICLE 4 – LE CONTEXTE

4.1. L'existant

Le titulaire du présent marché exécute sa mission sur la base des actions déjà réalisées dans le domaine. A cet effet, le pouvoir adjudicateur tient à sa disposition les rapports annuels précédemment établis afin que celle-ci puisse se dérouler dans la continuité des actions déjà engagées.

4.2. Activités concernées

MARCHANDISES DANGEREUSES	Déchargement	Chargement	Stockage
Déchets d'activités de soins à risques infectieux		X	X
Déchets d'amiante		X	X
Déchets dangereux diffus (DDD)		X	X
Hydrocarbures (gasoil, fioul, super sp98)	X		X
Produits toxiques : laboratoire – pharmacie – produits divers d'entretien et de maintenance...	X	X déchets	X
Gaz médicaux	X	X vides	X
Produits lessiviels (produits de nettoyage et de vaisselle)	X	X	X

ARTICLE 5 – CONTRAINTES ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

5.1. Contraintes réglementaires

Les prestations sont réalisées conformément aux réglementations et normes en vigueur lors de la notification du marché et conformément à toutes les évolutions législatives ou réglementaires susceptibles d'intervenir durant la validité du marché :

- Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route, conclu à Genève le 30 septembre 1957 (ADR),
- Directive 95 / 50 / CE du Conseil du 6 octobre 1995 modifiée concernant des procédures uniformes en matière de contrôle des transports de marchandises dangereuses par route.
- Directives européennes 96/35 du 3 juin 1996 transcrite par l'arrêté du 05 décembre 2002 modifié et 2000/18 du 17 avril 2000,
- Directive 2008 / 68 / CE du Parlement européen et du Conseil du 24 septembre 2008, actualisée, relative au transport intérieur des marchandises dangereuses et ses annexes,
- Arrêté du 1er juin 2001 modifié relatif au transport de marchandises dangereuses par route,
- Arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif au transport de matières dangereuses.
- Règles de l'art (recommandations de la CNAM, ...).

5.2. Autres contraintes

- Dans le cas d'une réquisition du rapport annuel par des agents de l'administration habilités à constater les infractions en matière de transport de marchandises dangereuses, le titulaire du présent marché fournit toute assistance utile et nécessaire au pouvoir adjudicateur, quelle qu'en soit la nature, la durée et la composition, et cela, sans que ne puisse être demandé de complément de rémunération ceci notamment pendant toute la durée à laquelle doit être conservé ledit rapport. Cette prescription demeure donc valable également après achèvement du présent marché et ce, pendant toute la durée de validité du rapport.
- Sont incluses le cas échéant, des interventions en horaires décalés (soir, nuit et weekend).
- Des interventions peuvent être à réaliser en zone à risque particulier. Des protocoles spécifiques sont alors à appliquer. A cet effet, le titulaire prévoit que ses personnels chargés de l'exécution du présent marché soient formés et dûment équipés (Equipement de Protection Individuelle). Le titulaire fournit également à son personnel tous moyens d'accès et matériels (notamment pour les interventions en hauteur). Ces matériels et équipements respectent les préconisations réglementaires et notamment, si obligation, possèdent leurs certificats de contrôle périodique.
- Est incluse, la participation, en tant que de besoin, aux concertations et réunions nécessaires, internes (CHSCT) ou externes (Inspection des installations DDE, DRIRE...). Un maximum de deux réunions annuelles, en plus de celles dévolues au déroulement de la prestation, pourront être prévues.

- Il est rappelé que les établissements doivent continuer de fonctionner normalement pendant toute l'opération. La réalisation de chaque prestation peut, de ce fait, en être perturbée et avoir lieu en une ou plusieurs interventions en fonction de la libération des locaux et de la disponibilité des personnels des établissements.
- Afin de réaliser sa mission, le titulaire est tenu de demander que soient mis à sa disposition tous documents ou informations nécessaires. Dans ces conditions, il ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements ou d'instructions pour légitimer les retards ou une exécution non conforme à la volonté du pouvoir adjudicateur. A ce titre, il ne pourra se soustraire à ses obligations contractuelles et arguer une modification ou un supplément du prix.
- Le responsable des transports du Groupe Hospitalier accompagnera les personnels du titulaire au cours des visites sur sites pour le Groupe Hospitalier de La Rochelle-Ré-Aunis. Le Responsable des Prestations Logistiques et de la Politique Hôtelière accompagnera les personnels du titulaire au cours des visites sur site pour le Centre Hospitalier de Rochefort.
- Ceux-ci doivent strictement respecter les procédures, protocoles et consignes des établissements, notamment lors de l'accès en zone à risque particulier (notamment lors d'entrée dans les services de soins, blocs opératoires, services stériles et autres services de réanimations). Dans l'éventualité où il s'avèrerait nécessaire de réaliser des confinements pour accéder à certaines zones, l'entière responsabilité, le coût du montage et démontage seraient à la charge du titulaire.
- Le personnel du titulaire justifie d'une formation et d'une habilitation électrique pour pénétrer dans les locaux renfermant ce type de risque.
- Si des contrôles, visites ou inspections s'avèrent irréalisables ou impossibles les jours planifiés ou écourtés ou suspendus lors des venues sur sites, le titulaire s'engage à revenir ultérieurement effectuer sa mission sans que ne puisse être demandé un supplément de prix.
- Le titulaire du présent marché doit communiquer au représentant de chaque établissement une attestation portant acceptation de la mission telle que définie dans l'arrêté du 29 mai 2009. Une copie de cette attestation sera annexée à la déclaration d'identité du conseiller sécurité au transport de marchandises dangereuses de l'Etablissement (modèle CERFA 12251*02) transmise en préfecture.

ARTICLE 6 - DESCRIPTIF DES PRESTATIONS

Le préposé du titulaire, désigné dans le cadre du marché en qualité de « conseiller à la sécurité, » exerce ses missions en lien avec la Directrice Générale ou ses représentants. Le titulaire désigne un représentant chargé de l'encadrement de l'équipe dédiée à l'exécution de la prestation.

La mission vise à « rechercher tout moyen et toute mesure, dans les limites des activités concernées effectuées par l'Etablissement, afin de faciliter l'exécution de ces activités dans le respect des réglementations applicables et dans des conditions optimales de sécurité ».

Ainsi, il a pour mission de promouvoir dans l'Etablissement toute action de nature à faciliter l'exécution des déplacements de marchandises dangereuses et à aider la prévention des risques pour les personnes, les biens ou l'environnement.

A cet effet, le titulaire du présent marché réalise les prestations suivantes conformément aux réglementations énoncées à l'article 5.1 du présent document et en tenant compte de toutes les évolutions législatives ou réglementaires qui interviendraient pendant le déroulement du marché:

- Examiner le respect des règles relatives au transport des matières dangereuses.
- Conseiller les établissements dans les opérations concernant le transport des matières dangereuses.
- Assurer la rédaction d'un rapport de visite après chaque visite sur site et un rapport annuel destiné à la direction des établissements ou, le cas échéant, à une autorité publique locale, sur les activités relatives au transport de marchandises dangereuses. Ce rapport quantifie les activités de l'établissement entrant dans le champ de compétence du conseiller à la sécurité. Il comporte également un résumé des actions menées par le conseiller et les propositions faites pour l'amélioration de la sécurité, ainsi qu'un résumé des accidents survenus.

- Examiner les pratiques et procédures relatives aux activités de transport, chargement et déchargement et notamment :
 - identifier les marchandises dangereuses,
 - les conditions de stockage
 - vérifier la prise en compte de la problématique objet du marché dans le cadre des achats de moyens de transport (véhicules ...),
 - étudier les procédés permettant de vérifier le matériel utilisé,
 - vérifier que les agents aient reçu une formation,
 - s'assurer de la mise en œuvre de procédures d'urgence appropriées aux accidents ou incidents éventuels,
 - vérifier la présence de procédures d'exécution et de consignes,
 - vérifier la mise en place d'actions de sensibilisation aux risques liés au transport de marchandises dangereuses,
 - vérifier la mise en place de procédés de vérification afin d'assurer la présence à bord des véhicules, des documents et des équipements de sécurité.
- Etablir si nécessaire, un rapport lors de la survenue d'un accident (modèle repris au 1.8.5.4 du règlement ADR ; CERFA n°12252*02) ayant porté atteinte aux personnes, aux biens ou à l'environnement au cours d'un transport ou d'une opération de chargement ou de déchargement. Ce rapport décrit avec précision les circonstances, le déroulement, les modalités de traitement et les conséquences de l'accident. Ce rapport est transmis à la direction de l'établissement, accompagné de recommandations écrites du conseiller visant à éviter le renouvellement de tels accidents. Le conseiller sécurité prépare à destination du Chef d'établissement un courrier de façon à transmettre au Préfet du Département (direction régionale de l'équipement) le rapport, au plus tard deux mois après l'accident.
- Assurer la veille réglementaire en transmettant au représentant de chaque établissement toute nouvelle réglementation applicable.

Le titulaire organise la prestation et établit les plannings d'intervention en concertation avec les représentants du pouvoir adjudicateur.

Le conseiller sécurité exécute sa mission conformément aux prescriptions ci-dessus énoncées en distinguant chaque établissement et chaque site.

La codification des sites, bâtiments et locaux doit être conforme aux prescriptions du pouvoir adjudicateur. Le rapport doit être établi conformément à la charte graphique de chaque établissement.

Chaque document écrit comprend à minima :

- L'objet de la mission, la date d'intervention, le nom de la personne ayant réalisé la mission, l'accompagnateur de l'établissement.
- La localisation exacte, sur plans, des éléments de mission.

Relecture : le représentant de chaque établissement effectue une relecture et transmet ses remarques et/ou commentaires éventuels avant rédaction de chaque document définitif.